



Juillet 2025

EVALSDGs BULLETIN D'INFORMATION SEMESTRIEL

EVALUATION TOWARDS "THE WORLD WE WANT"



Numéro #02



De promesses à l'action

Chère lectrice, cher lecteur

Le monde évolue rapidement, remettant en cause des situations données pour acquises de longue date sur l'ordre mondial. Les tensions géopolitiques, l'instabilité économique et les crises climatiques remodelent la coopération internationale, tandis que le désengagement des donateurs oblige les pays à prendre davantage en charge leur propre développement. Alors qu'il ne reste que cinq ans pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), les pays sont-ils prêts à mesurer leurs progrès ?

Nombreux sont les pays qui ne disposent pas encore des compétences, des systèmes et de la volonté politique nécessaires à une évaluation rigoureuse. Les lacunes institutionnelles, les ressources financières limitées et l'expertise technique insuffisante entravent les efforts visant à suivre les progrès de manière efficace. À l'ère de la désinformation, la prise de décision fondée sur des données probantes est de plus en plus menacée. Comment les gouvernements peuvent-ils tracer une voie sans données fiables ?

Pourtant, il y a des raisons d'être optimiste. Certains pays réalisent des progrès remarquables, prouvant que l'investissement dans les systèmes d'évaluation a un impact réel.

Le Forum Politique de Haut Niveau a présenté des exemples de réussites de pays qui progressent dans leur capacité à évaluer et à s'adapter, démontrant ainsi que l'évaluation n'est pas seulement une question de responsabilité, mais aussi de résilience et d'apprentissage.

Le message est clair : sans systèmes d'évaluation solides, les pays risquent de naviguer à vue. Dans ce monde en évolution, où l'aide extérieure est incertaine, les gouvernements doivent s'assurer que leurs politiques sont fondées sur des données de qualité. EVALSDGs s'engage à soutenir les pays dans le renforcement des cadres d'évaluation qui conduisent à des progrès significatifs.

Mais il y a aussi des nouvelles passionnantes ! L'EVALSDGs va de l'avant avec détermination. Nos groupes de travail se sont engagés activement avec les pays, apportant des informations précieuses. Nous accueillons un nouveau membre de l'EXCOM chargé de la sensibilisation des pays francophones, qui apporte de nouvelles perspectives au réseau. Nous avons également renforcé notre collaboration avec EvalPartners, renforçant ainsi notre impact collectif. Malgré les défis, nous allons de l'avant avec détermination et enthousiasme. Le chemin vers 2030 est difficile, mais ensemble, nous pouvons faire la différence !

Le Comité Exécutif

Equipe éditoriale

Elena Panetti
Lydiane Mbia
Miranda Isha
Raymonde H. Maghagnon
Taha Amiar

DANS CE NUMERO

INFOS RESEAU

Financer le développement avec des données probantes au-delà des engagements : Retours sur la 4e Conférence Internationale à Sevilla

Conférence Internationale IDEAS

25 ans de leadership africain en évaluation : EVALSDGs aux côtés d'AfrEA

Lancement de l'Agenda mondial de l'évaluation 2.0 : une évaluation adaptée à l'avenir

Réflexions sur le Conclave d'Évaluation de l'Asie du Sud 2025 – Une perspective sri-lankaise

CARNET EVALSDGs

Vers l'agenda 2030 : Les outils de cartographies du UNSDG-SWEO

Utiliser les données probantes pour accélérer les ODD : Ce que nous révèle le DEP du 3ie

Plaidoyer pour l'évaluation : Budgétisation comme levier des capacités nationales en évaluation – Éclairages lors de la semaine mondiale de l'évaluation glocal 2025

Renforcer l'évaluation des ODD en Afrique : défis, compétences et recommandations.

Évaluations pilotées par les pays : Un levier d'autonomie face aux mutations de l'aide

Les Revues Nationales Volontaires (VNR) renforcent les progrès grâce aux évaluations

EVALSDGs dans le magazine *Evaluation Matters* de la BAD

ZOOM SUR NOTRE BLOG

Ne laisser personne dans l'ombre : pourquoi l'évaluation de la pauvreté dans les bidonvilles est essentielle pour les ODD

Période de turbulences : place à l'éthique et à la force des données probantes

Évaluation des ODD à l'Apogée de la Réforme de l'ONU : Quelle est la Prochaine Étape ? Une Perspective du Changement Institutionnel

Retrait des donateurs : qui mesure les progrès ?

ÉVÈNEMENT A VENIR

Financer le développement avec des données probantes au-delà des engagements : Retours sur la 4e Conférence Internationale à Seville

Par Lydiane Mbia

Du 30 juin au 3 juillet 2025, Seville a accueilli la 4e Conférence Internationale sur le Financement du Développement, marquant un moment stratégique pour réaffirmer que l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) dépend d'investissements guidés par des actions pratiques.

Organisée sous le thème « Renforcer les systèmes de financement pour un avenir durable », la conférence a rassemblé plus de 800 participants, dont des représentants gouvernementaux, des agences de développement, des banques multilatérales et secteur privée.

Pourquoi cette conférence est-elle cruciale pour l'évaluation des ODD ?

- Allouer des ressources en fonction des résultats : Des sessions ont montré comment les évaluations éclairent la priorisation des financements en identifiant ce qui fonctionne et où les investissements produisent le plus grand impact.
- Accroître la transparence et la redevabilité : Les discussions ont souligné le potentiel rôle de l'évaluation dans le suivi des flux financiers liés aux ODD, renforçant ainsi la confiance des partenaires et des citoyens.
- Intégrer les évaluations dans les stratégies nationales de financement : Plusieurs pays ont partagé leurs expériences en matière d'institutionnalisation de l'évaluation dans les cadres de financement des ODD, démontrant que des systèmes d'évaluation robustes contribuent à attirer et optimiser les financements.

- Accélérer la localisation des ODD : Grâce aux évaluations, les collectivités locales peuvent identifier les lacunes de financement et concevoir des solutions adaptées aux besoins des communautés, un point souligné par les échanges entre réseaux africains et latino-américains présents.

Selon le [rapport de synthèse](#) présenté à Séville, les financements en faveur des ODD restent insuffisants, avec un déficit estimé à 4200 milliards USD par an. L'évaluation contribuera à combler ce déficit en orientant les flux financiers vers des interventions démontrées efficaces.

De plus, [les discussions](#) ont insisté sur la nécessité d'adopter des approches innovantes de financement, telles que les obligations vertes, tout en les liant à des mécanismes de suivi évaluatif pour mesurer leur contribution réelle aux ODD.

Enfin, la conférence a réaffirmé l'importance de renforcer la capacité des pays à générer et utiliser des données d'évaluation pour influencer les décisions d'investissement, notamment à travers des partenariats entre ministères des finances et planification et les agences de développement.

La conférence de Seville a envoyé un message clair : sans évaluation, le financement du développement risque de manquer sa cible. Investir dans des systèmes d'évaluation, c'est investir dans l'efficacité et la durabilité de chaque dollar consacré aux ODD, assurant que le financement du développement contribue réellement à transformer les vies, en particulier celles des plus vulnérables, dans ce parcours vers 2030.

Conférence International IDEAS

Par Denis Jobin



En mars dernier, lors de l'Assemblée mondiale d'IDEAS à Rome, EVALSDGs a organisé une session de haut niveau portant sur la manière dont les processus budgétaires nationaux peuvent servir de points d'entrée stratégiques pour renforcer les capacités nationales en évaluation. Intitulée « *Le rôle des partenaires de développement dans le soutien aux capacités nationales en évaluation : le processus budgétaire comme point d'entrée* », cette session a été coorganisée avec le Bureau d'évaluation indépendant de la Nouvelle Banque de Développement, dans le cadre du volet 1 sur la pertinence et la complexité des ODD.

Modérée par Denis Jobin (UNICEF et co-président d'EVALSDGs), la session a réuni des expert·e·s de renom :

- Edeshri Moodley (Banque de développement d'Afrique australe),
- Ian Goldman (Académie internationale de l'évaluation),
- Gonzalo Hernández Licona (Réseau sur la pauvreté multidimensionnelle).
- Serena Rossignoli (Banque de développement des Caraïbes),

Les principales idées abordées :

- Au-delà des compétences techniques : Le panel a souligné l'importance de développer de véritables capacités en intégrant l'évaluation dans les processus institutionnels clés comme la planification et l'élaboration budgétaire.
- Le budget comme levier : Les intervenants ont insisté sur le fait que l'évaluation doit éclairer toutes les phases du cycle budgétaire — formulation, exécution et suivi — afin d'influencer durablement les politiques publiques.
- Des exemples nationaux inspirants : Du Mexique, où l'évaluation est légalement intégrée aux processus budgétaires (via le CONEVAL), au Canada, où elle est alignée avec le reporting sur la performance, en passant par l'Afrique du Sud avec ses dialogues de performance entre les rapports de S&E et le Trésor national — ces exemples montrent comment les ministères des Finances peuvent devenir des champions de l'évaluation.

Le rôle des partenaires de développement : L'appel a été lancé pour qu'ils soutiennent des approches contextualisées, comme le programme de formation en littératie financière et en évaluation développé à Trinité-et-Tobago avec la Banque des Caraïbes.

Message central d'EVALSDGs confirmé :

Le renforcement des systèmes nationaux d'évaluation repose sur :

- une appropriation politique forte,
- un alignement institutionnel,
- et une intégration dans les processus décisionnels, notamment les budgets nationaux.

EVALSDGs poursuivra sa collaboration avec les partenaires de développement et les gouvernements afin de soutenir cette dynamique, pour faire de l'évaluation un outil clé dans l'accélération des ODD grâce à des systèmes nationaux réactifs et performants.





25 ans de leadership africain en évaluation : EVALSDGs aux côtés d'AfrEA

Par Lydiane Mbia



Du 16 au 18 juin 2025, le Réseau EVALSDGs a eu l'honneur de se joindre à la communauté africaine de l'évaluation pour célébrer une étape historique : le 25e anniversaire de l'Association africaine d'évaluation (AfrEA), lors de sa conférence phare organisée à Addis-Abeba, en Éthiopie. Cet événement marquant illustre non seulement l'essor de la pratique évaluative sur le continent, mais aussi l'engagement croissant en faveur de l'utilisation des données probantes pour le développement durable et le changement transformationnel.

Placée sous le thème « 25 ans d'évaluation transformatrice : construire des futurs équitables, durables et résilients en Afrique », cette édition spéciale de la conférence AfrEA a offert une plateforme essentielle de dialogue sur le rôle de l'évaluation dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063.

Partenaire de longue date d'AfrEA, EVALSDGs salue l'importance de ce moment dans le mouvement plus large en faveur d'une évaluation centrée sur l'équité, dirigée localement et axée sur l'utilisation. Depuis sa création en 1999, AfrEA joue un rôle clé dans le soutien aux systèmes nationaux d'évaluation, la promotion de l'évaluation conçue en Afrique (Made-in-Africa Evaluation), et le développement d'une communauté de pratique dynamique alliant rigueur méthodologique et pertinence culturelle.

La conférence 2025 à Addis-Abeba a réuni des évaluateurs, responsables gouvernementaux, acteurs du développement, jeunes et partenaires internationaux autour de discussions prospectives sur :

- L'intégration de l'évaluation dans les systèmes de gouvernance nationaux ;
- La promotion d'évaluations inclusives et sensibles au genre ;
- Et le renforcement de l'usage des données probantes dans les politiques publiques liées aux ODD.

EVALSDGs est fier de contribuer à cette édition anniversaire, en partageant des perspectives globales et en facilitant des échanges d'apprentissage interrégionaux. C'est l'occasion de célébrer 25 ans de progrès tout en réaffirmant notre engagement commun à faire de l'évaluation un outil stratégique pour le développement durable et la justice sociale.



FIFE 2025

Par Raymonde H. Maghagnon



Du 10 au 12 Juin 2025, à Yamoussokro en Côte d'Ivoire, s'est tenue la sixième édition du Forum international francophone de l'évaluation (FIFE), organisé par le Réseau francophone de l'évaluation (RFE) en collaboration avec le Réseau Ivoirien de Suivi et d'évaluation sous le thème : « Naviguer dans la complexité des transitions : Enjeux et méthodes d'évaluation ».

Cette conférence a permis d'examiner les défis et opportunités de l'évaluation sous l'angle de l'intelligence artificielle (IA) et des approches prometteuses. Ceci à travers des : Ateliers de perfectionnement, Panels, Présentations. C'est ainsi que panel « Et l'Humain dans tout ça ? » animé par les Evalueurs Emergents Noura HISSOU (Maroc), Jean Bosco N. BIHINDA (Cameroun) et Mahougnon HOUANGNI (Bénin) sous la direction de Sandrine BEAUJEAN (Luxembourg/Présidente RFE) a montré l'utilité de l'IA dans le métier d'évaluateur et l'importance du compagnonnage des Evalueurs Emergents (EEs) par les Evalueurs Seniors. En ce qui concerne les leçons apprises relatives au suivi et à l'atteinte des ODDs, il en ressort que : nous pouvons utiliser ChatGTP pour vite progresser dans : la revue de littérature, la collecte numérique des données, l'analyse descriptive et statistique des données, la visualisation et rédaction rapide des rapports d'évaluation. En plus de son appui dans la collecte, l'analyse des données, la création de tableaux de bord et la rédaction de rapport illustré, Copilot aide les Evalueurs dans le choix des méthodes de collecte de données, l'identification de sources statistiques, plateformes de données.

La particularité du FIFE2025 réside dans : la transmission du EvalTorch aux EEs par les Evalueurs Seniors ; et la tenue de la première édition du EvalThon. the EvalTorch to the EEs by the Senior Evaluators, and the first edition of the EvalThon.

En effet, à la fin de la cérémonie d'ouverture, les Evalueurs Seniors représentés par le Bureau du RFE et certaines figures éminentes ont transmis la flamme de l'évaluation EvalTorch à la jeune génération représentée par des EEs venus de l'Afrique du Nord, l'Afrique Noire et d'Europe.

L'EvaluaThon (Hacker l'évaluation) a enregistré : douze équipes inscrites ; huit projets ambitieux et créatifs, visant à concevoir des solutions pour l'évaluation des transitions complexes ; et les trois projets sélectionnés pour une présentation en 3 minutes au FIFE à savoir EVALRescue (Sénégal), PLURIEL Croisés (Cameroun) et EVA-map (Burkina Faso / Luxembourg). Lors du battle à Yamoussokro le groupe EVALrescue (Moustapha DABO, Soukeyna OUEDRAGO, Zaynab



DIALLO et SergeMENDY) a remporté le prix final.

Lancement de l'Agenda mondial de l'évaluation 2.0 : une évaluation adaptée à l'avenir

Par Lydiane Mbia



Le 23 juin 2025, EvalPartners a lancé le nouvel Agenda mondial de l'évaluation 2.0 (GEA 2.0) intitulé « EvalAgenda for Future-Fit Evaluation ». À mi-parcours de l'Agenda 2030, ce cadre renouvelé arrive à point nommé pour répondre à l'urgence d'accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD).

Le GEA 2.0 propose une vision ambitieuse d'une évaluation plus systémique, équitable et tournée vers l'avenir. Pour le Réseau EVALSDGs, ce cadre stratégique renforce le rôle de l'évaluation dans la redevabilité, l'apprentissage et la formulation inclusive des politiques publiques.

Il repose sur quatre dimensions clés :

- Environnements favorables : renforcer le soutien politique et financier à l'évaluation des ODD ;
- Capacités institutionnelles : intégrer l'évaluation dans les systèmes nationaux et locaux ;
- Compétences individuelles : former des évaluateurs aptes à répondre aux enjeux complexes des ODD ;
- Actions catalytiques et synergies : encourager l'innovation, la collaboration intersectorielle et le partage des savoirs.

Ce chemin représente toutefois une opportunité précieuse pour EVALSDGs de montrer l'exemple : en plaidant pour une meilleure utilisation des données d'évaluation dans la planification, les politiques et la prise de décision liées aux ODD, en promouvant l'équité et l'inclusion dans les processus d'évaluation, et en élevant les systèmes d'évaluation nationaux au rang de moteurs clés de l'Agenda 2030.

[Lire l'actualité](#)

Réflexions sur le Conclave d'Évaluation de l'Asie du Sud 2025 – Une perspective sri-lankaise

By Isha Wedasinghe Miranda



30 mai 2025, Colombo a accueilli le South Asia Evaluation Conclave, un événement régional majeur coorganisé par la Community of Evaluators–South Asia (CoE-SA) et l'Evaluation Association of Bhutan (EAB). Avec la participation d'acteurs mondiaux de l'évaluation — tels que l'UNFPA, EvalYouth, le GPFE et l'IOCE — ce conclave a offert un espace dynamique de dialogue et d'apprentissage autour du thème de cette année : « **Genre, données, évaluation : Explorer les approches féministes pour évaluer les initiatives de leadership, les innovations et les enseignements.** »

Points clés et enseignements :

« *Théorie du changement pour la transformation : l'évaluation doit évoluer pour naviguer dans la complexité, produire des preuves crédibles et inspirer une transformation significative* » remarque Michael Quinn Patton.

Genre et évaluation – Des institutions à l'avant-garde

La session conjointe animée par la Banque asiatique de développement (ADB) et la Nouvelle banque de développement (NDB) s'est concentrée sur les cadres institutionnels visant le changement transformateur en matière de genre. Bien que riche en concepts, la session a souffert d'un manque d'ancrage pratique venant d'acteurs de terrain, soulignant la nécessité d'un meilleur équilibre des voix.

Suivi et évaluation dans l'éducation – Une opportunité manquée de visibilité

La seule session dirigée par le Sri Lanka, animée par le ministère de l'Éducation, portait sur le S&E dans le secteur éducatif et partageait des perspectives pratiques issues des zones rurales.



Toutefois, sa faible visibilité dans le programme principal a réduit son impact — une occasion manquée de mettre en valeur les progrès nationaux.

EvalYouth – Promouvoir les évaluateurs émergents

La session d'EvalYouth a mis en lumière l'importance du mentorat et de l'inclusion pour les jeunes évaluateurs. Bien que prometteuse, l'initiative aurait gagné à offrir davantage d'espace à ces jeunes voix pour partager leurs expériences de terrain.

Malgré le rôle pionnier du Sri Lanka dans le développement d'une **Politique nationale d'évaluation (NEP)** et d'un **Cadre de mise en œuvre (NEPIF)** — unique en Asie du Sud — ces réalisations ont reçu peu de reconnaissance pendant le conclave. Des institutions nationales telles que la *Sri Lanka Evaluation Association (SLEVA)* et les entités gouvernementales étaient sous-représentées dans les panels clés.

Représentation régionale – Un chantier en cours

Si la participation indienne était forte, l'inclusivité sud-asiatique plus large faisait défaut. Le dialogue régional aurait bénéficié d'une implication plus poussée de pays comme le Népal, le Bangladesh et le Pakistan, afin d'assurer une véritable perspective sud-asiatique.

Le *South Asia Evaluation Conclave 2025* a mis en avant des thèmes essentiels — approches féministes, transformation et évaluation inclusive. Toutefois, l'événement a manqué une occasion cruciale de valoriser le leadership du Sri Lanka en matière de politique et de pratique évaluatives. Pour l'avenir, il est nécessaire de viser une représentation plus équilibrée, une meilleure mise en lumière des innovations locales et une inclusivité intentionnelle, afin que ces plateformes régionales reflètent pleinement la richesse du paysage de l'évaluation en Asie du Sud.

Vers l'agenda 2030 : Les outils de cartographies du UNSDG-SWEO

By Lydiane Mbia

Durant le mois de juillet du 14 au 23, alors que le Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable (HLPF) se réunit à New York sous le thème « Faire progresser des solutions durables, inclusives, fondées sur la science et les données probantes pour l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable (ODD) », le rôle crucial des données issues de l'évaluation dans la promotion d'un développement juste et durable est mis en lumière.

Le Bureau d'évaluation à l'échelle du système des Nations Unies (SWEO) a travaillé activement pour rendre les résultats des évaluations plus accessibles à des fins d'apprentissage et de redevabilité à travers l'ensemble du système onusien. Chaque année, environ 1 000 évaluations sont publiées dans le système des Nations Unies, offrant une base de données riche mais souvent fragmentée pour suivre les progrès réalisés vers les ODD.

En 2024, en tirant parti des outils d'intelligence artificielle, le SWEO a réussi à cartographier les données issues des évaluations provenant de 42 fonctions d'évaluation des Nations Unies, produisant trois cartes de données probantes alignées sur les ODD et les priorités de l'Examen quadriennal complet des politiques (QCPR) de 2020. En 2025, le SWEO a publié son dernier outil, la Carte des données d'évaluation des Nations Unies (2021–2024), qui présente les évaluations par pays, région et thématique, y compris les interventions d'urgence, les programmes conjoints et les évaluations des financements communs.

Ces outils sont essentiels pour rendre les données probantes plus accessibles aux décideurs, praticiens et chercheurs engagés à accélérer la mise en œuvre des ODD sans laisser personne de côté.

Explorez les cartes de données probantes ici :

- [UN Evaluation Evidence Map \(2021–2024\)](#)
- [Mapping UN evaluation evidence against General Assembly priorities \(Quadrennial Comprehensive Policy Reviews\)](#)
- [Mapping UN evaluation evidence against the SDGs](#)
- [Mapping of the UN evaluation evidence against General Assembly priorities](#)



Petite Astuces

Par Marie-Hélène Adrien

Des lacunes en matière de données probantes là où elles font le plus mal

Les pays fragiles et à forte pauvreté manquent souvent d'évaluations d'impact — les zones qui en ont le plus besoin restent des angles morts pour les décideurs.

- **Un focus déséquilibré** : La base de données DEP regorge d'études sur la santé et l'éducation, mais les objectifs liés au climat, à la paix et aux partenariats sont largement à la traîne.
- **Sous-représentation de l'Afrique** : La Chine, l'Inde, le Brésil, le Kenya et l'Éthiopie dominent la DEP ; de vastes régions d'Afrique et d'Asie centrale y sont à peine présentes.
- **L'Afrique francophone laissée pour compte** : Les barrières linguistiques empêchent l'accès aux données essentielles — notamment dans les régions francophones.
- Adapter les pratiques évaluatives est essentiel pour répondre aux exigences changeantes des ODD.
- La prochaine génération impulse déjà une évaluation audacieuse, axée sur le changement.

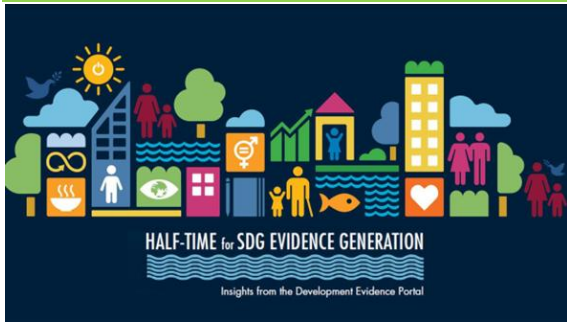
« Dans le cadre des discussions en cours sur le #UN80 et le #HumanitarianReset, l'évaluation d'impact récente du PAM sur le programme conjoint de résilience de l'UNICEF et du PAM au Soudan du Sud démontre que :

- 1- Il est possible et nécessaire de produire des preuves rigoureuses d'évaluation d'impact dans des contextes fragiles comme le Soudan du Sud.
- 2- Des évaluations d'impact individuelles peuvent répondre aux besoins de plusieurs agences des Nations Unies.
- 3- À une époque de réduction des financements et d'augmentation des besoins, la production collaborative de preuves est un outil puissant pour garantir que les interventions soient aussi efficaces et rentables que possible» Ramrques de [Jonas Heirman](#) lors de l'événement **Evidence Effect** le 27 juin 2025, organisé par le Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL), lors de la session intitulée *Des données probantes pour sauver des vies*.

[En savoir plus ici](#)

Utiliser les données probantes pour accélérer les ODD : Ce que nous révèle le DEP du 3ie

Par Taha Amiar



Le *Development Evidence Portal* (DEP), géré par l'*International Initiative for Impact Evaluation* (3ie), s'impose comme l'un des référentiels mondiaux les plus complets de données probantes sur les interventions sociales et économiques dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Avec près de 18 000 évaluations d'impact et plus de 1 400 revues systématiques, le DEP offre des éclairages précieux sur ce qui fonctionne, où, et pour qui. Cependant, un webinaire récent a révélé des décalages critiques entre les lieux où les preuves sont produites et ceux où elles sont le plus nécessaires — en particulier dans les pays fragiles et à forte pauvreté. Des experts de l'UNICEF, d'ACRES, d'ACED et de DEval ont souligné l'urgence de transformer ce bien public mondial en actions pertinentes localement, afin d'accélérer les progrès vers les ODD.

Mark Engelbert, du 3ie, a présenté le DEP comme un outil permettant de remédier à la fragmentation du paysage des données probantes sur le développement. Martin Bruder, du DEval allemand, a décrit le DEP comme un « bien public mondial » construit au fil de deux décennies.

Pour des organisations comme ACRES en Ouganda, représentée par Ismael Kawooya, le DEP est essentiel pour le courtage des connaissances et la synthèse rapide de preuves. Du point de vue des Nations Unies, Kerry Albright (UNICEF) a salué le DEP pour son alignement avec les ODD — contrairement à la plupart des bases de données existantes — et a souligné l'urgence de la situation, avec seulement 17 % des cibles des ODD en bonne voie d'être atteintes.

Engelbert a partagé les principales conclusions d'un rapport du 3ie analysant les données du DEP à travers le prisme des ODD :

- Décalage entre pauvreté et données probantes : Les pays les plus pauvres et les plus fragiles — ceux qui ont le plus besoin de solutions politiques — sont souvent ceux qui comptent le moins d'évaluations, créant ainsi des angles morts majeurs pour la prise de décisions fondées sur des données probantes.
- Concentration thématique et géographique : Les preuves sont fortement concentrées sur les ODD centrés sur les personnes (comme la santé et l'éducation), avec beaucoup moins d'éléments sur les objectifs liés à la planète, à la paix et aux partenariats.
- Sur le plan géographique, des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Kenya et l'Éthiopie dominent, tandis que de nombreuses régions d'Afrique et d'Asie centrale sont sous-représentées.
- Barrières linguistiques et d'accessibilité : Frejus Thoto (ACED) et Rhona Mijumbi (ACRES) ont insisté sur l'importance de traduire les preuves dans les langues locales et les contextes politiques spécifiques. Thoto a également souligné une lacune importante en Afrique francophone, tandis que Mijumbi a rappelé que les données ne sont utiles que si elles pénètrent les espaces réels de décision.
- Négligence du genre et de l'équité : Environ 70 à 75 % des études recensées dans le DEP ne tiennent pas compte des dimensions de genre et d'équité. Même au sein de l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), de nombreuses études n'appliquent pas de méthodologies inclusives.
- Domination de la Chine dans la recherche sur l'ODD 13 : La Chine représente à elle seule plus de 570 études sur l'action climatique, éclipant largement les contributions des autres pays à revenu faible et intermédiaire.

La discussion s'est conclue par un appel à renforcer l'équité dans la production de données, à soutenir la recherche menée localement et adaptée aux contextes, et à combler les lacunes linguistiques et d'accessibilité. La valeur du DEP réside dans son ampleur, mais son impact dépend de sa capacité à soutenir une prise de décision inclusive, orientée par la demande et en temps utile.

[Enregistrement du webinaire](#)



Plaidoyer pour l'évaluation : Budgétisation comme levier des capacités nationales en évaluation – Éclairages lors de la semaine mondiale de l'évaluation glocal 2025

Par Denis Jobin



Lors de la semaine mondiale de l'évaluation glocal 2025, EVALSDGs a coorganisé une session tournée vers l'avenir intitulée :

« Renforcer les capacités nationales en évaluation par une collaboration étroite avec les ministères des Finances et Trésors pour éclairer les processus budgétaires ».

La session a réuni un panel d'experts et de praticiens de renom :

- Gonzalo Hernández Licona (Réseau sur la pauvreté multidimensionnelle),
- Rick Cummings (Université Murdoch),
- Edoé Djimitri Agbodjan (CLEAR FA, CESAG),
- Guillermo Lagarda (Banque interaméricaine de développement),
- avec pour modérateur Denis Jobin (UNICEF / Co-président d'EVALSDGs).

Message clé :

Les systèmes d'évaluation ne peuvent pas réaliser leur plein potentiel transformateur s'ils restent déconnectés du processus budgétaire. Ils doivent au contraire être intégrés au fonctionnement de l'État afin de soutenir les politiques fondées sur des données probantes, les revues de dépenses et l'apprentissage institutionnel.

Points saillants de la discussion :

- Repenser l'évaluation comme un investissement stratégique public (et non un simple outil de conformité) a été au cœur des échanges. Les participants ont souligné que les ministères des Finances sont des acteurs clés et doivent devenir des alliés essentiels pour institutionnaliser l'évaluation.

- Les réalités de l'économie politique — telles que les contraintes budgétaires, la résistance à la redevabilité et les désalignements d'incitations — ont été identifiées comme des obstacles majeurs à l'intégration. Les intervenants ont appelé à les aborder avec diplomatie, bon timing, et en misant sur la redevabilité mutuelle.

Exemples inspirants de pays :

- Mexique : L'évaluation et les décisions budgétaires sont conjointement pilotées par le ministère des Finances et le CONEVAL, via un financement basé sur la performance et aligné sur les objectifs de réduction de la pauvreté multidimensionnelle.
- Canada : L'expérience du budget axé sur la performance et la surveillance parlementaire a illustré comment les évaluations peuvent alimenter les Commissions des comptes publics et des services sociaux, améliorant ainsi la transparence et l'impact des politiques.

Quant à l'Afrique de l'Ouest francophone a mis en avant des points d'entrée prometteurs dans le cycle de budgétisation par programme, notamment les débats pré-budgétaires dans les assemblées nationales et les évaluations des politiques fiscales.

Les partenaires au développement ont été appelés à soutenir :

- l'engagement inter-ministériel,
- le renforcement des capacités au sein des institutions du Trésor,
- ainsi que l'utilisation d'outils fiscaux adaptatifs tels que les revues de dépenses intégrant des données issues de l'évaluation.

La session s'est conclue par un appel à construire un nouveau récit : celui où l'évaluation n'est pas un système parallèle, mais une composante intégrée de la gouvernance budgétaire, de la budgétisation réactive et des capacités de l'État.

EVALSDGs continuera de porter cette ambition, en reliant l'évaluation au cœur des processus budgétaires gouvernementaux, et en amplifiant les pratiques qui rendent les finances publiques plus transparentes, efficaces et redevables.

Renforcer l'évaluation des ODD en Afrique : défis, compétences et recommandations.

Par Raymonde H. Maghagnon



Le 13 mai 2025, le webinaire « Stratégies et défis liés à l'évaluation des ODD en Afrique », organisé par le Club SEVAL en partenariat avec Clear FA et EVALSDGs, a réuni 143 participants autour de trois intervenants de renom : Serge Yakeu (EvalIndigenous), Denis Jobin (EVALSDGs) et Serge Zanga (spécialiste en planification et évaluation).

Les discussions ont mis en lumière les multiples défis de l'évaluation des ODD en Afrique : complexité multidimensionnelle des thématiques, faiblesse des capacités statistiques, manque de données fiables et désaffectées, ressources financières limitées, faible culture évaluative et dépendance aux financements extérieurs.

Les spécificités africaines soulignent aussi l'importance de la décolonisation des approches d'évaluation en valorisant les savoirs endogènes et les priorités des communautés locales.

Pour relever ces défis, les panélistes ont recommandé :

Renforcement des compétences professionnelles des évaluateurs, incluant la maîtrise des outils méthodologiques, des compétences analytiques, de communication et un jugement professionnel solide.

Rigueur et flexibilité méthodologique, en adaptant les méthodes au contexte et aux parties prenantes, tout en assurant la validité et la crédibilité des résultats.

Intégration de l'évaluation dans les politiques publiques, en l'inscrivant dans les processus budgétaires et comme fonction étatique, et en favorisant une gouvernance inclusive et participative.

Développement de l'innovation et de l'humilité chez les jeunes évaluateurs, avec une planification rigoureuse des ressources nécessaires pour garantir la qualité des évaluations

Enfin, les intervenants ont souligné que l'évaluation des ODD constitue un levier essentiel d'apprentissage, de validation des pratiques et d'amélioration continue, conditionné par le respect des principes éthiques et la qualité du dialogue entre les acteurs.

[Enregistrement du webinaire](#)

Évaluations pilotées par les pays : Un levier d'autonomie face aux mutations de l'aide

Par Marie-Hélène Adrien

Alors que l'aide publique au développement devient de plus en plus contrainte, la communauté internationale du développement est appelée à repenser ses approches en matière de redevabilité, d'efficacité et d'apprentissage. À ce tournant critique, les évaluations pilotées par les pays (Country-Led Evaluations – CLEs) apparaissent non seulement comme un outil technique, mais aussi comme une nécessité stratégique.

C'est le message central d'un récent webinaire organisé par EVALSDGs, en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères de la Finlande, DEval, IDEAS et UNICEF, à l'occasion du lancement de la seconde édition du Guide d'EVALSDGs sur les évaluations pilotées par les pays. L'événement a réuni des experts reconnus dans le domaine de l'évaluation, tels que Dr. Sven Harten, Dr. Bala Yusuf-Yunusa, Dr. Gonzalo Hernández Licona, ainsi que les co-auteurs du guide, pour discuter de la manière dont les CLEs peuvent aider les pays à rester sur la voie de l'Agenda 2030 malgré l'évolution du paysage de l'aide mondiale.

Les évaluations pilotées par les pays offrent aux gouvernements un cadre pour prendre en main leur propre trajectoire de développement. En produisant des données probantes ancrées dans les priorités et les contextes nationaux, elles renforcent non seulement la pertinence et l'utilisation des résultats, mais favorisent également la transparence, l'appropriation locale et l'apprentissage institutionnel. Dans un contexte de réduction des financements extérieurs, les CLEs constituent une voie crédible pour maintenir la dynamique, aligner les ressources sur les priorités stratégiques et renforcer la confiance du public.

Plus que jamais, les CLEs deviennent des instruments de souveraineté, de résilience et de réforme. Alors que les donateurs redéfinissent leurs rôles, il est essentiel que les acteurs nationaux affirment le leur, à travers des systèmes d'évaluation robustes qui mesurent les progrès tout en les guidant.

La nouvelle édition du guide se veut à la fois outil pratique et déclaration politique : les évaluations pilotées par les pays ne sont pas une option, elles sont essentielles à une gouvernance efficace et à la réalisation des ODD selon les termes de chaque pays.

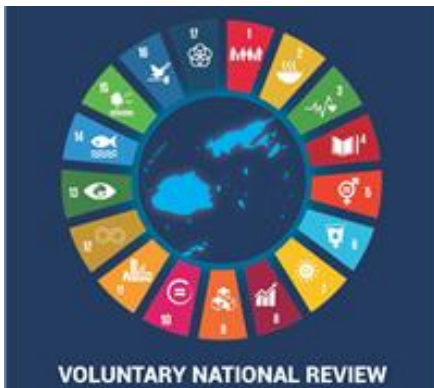
Dans un monde incertain, une chose reste claire : ceux qui mesurent leurs propres progrès sont mieux armés pour construire leur propre avenir.



[Enregistrement du webinaire](#)

Les Revues Nationales Volontaires (VNR) renforcent les progrès grâce aux évaluations

Par Dorothy Lucks



Le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) encourage les pays à évaluer leurs progrès et à affiner leurs stratégies. Les Revues Nationales Volontaires (VNR) jouent un rôle clé dans ce processus, les pays y détaillant leurs actions et performances par rapport aux cibles des ODD ainsi que leurs résultats.

Les travaux antérieurs d'EVALSDGs, notamment à travers sa série de notes politiques, avaient souligné le manque initial de preuves évaluatives dans les VNR et appelé à une plus grande attention portée aux évaluations liées aux ODD. Entre 2016 et 2022, un nombre croissant de pays a fait référence à des travaux évaluatifs, apportant ainsi des preuves plus fiables sur leurs progrès et une meilleure intégration entre planification, programmation et revue.

On a observé une articulation plus forte des apprentissages issus des évaluations (par exemple Finlande, Nigeria, Liban et Ghana) ainsi qu'une utilisation accrue de données de meilleure qualité (par exemple Australie, Maroc).

En 2024, les VNR ont poursuivi cette tendance lente mais constante vers un usage renforcé de l'évaluation. Par exemple, dans sa troisième VNR, le Kenya a mis en avant ses efforts pour améliorer son cadre national d'indicateurs des ODD ainsi que son engagement en faveur d'une évaluation plus complète de la mise en œuvre des ODD.

La préparation de la VNR a été jugée plus collaborative, reflétant ainsi des perspectives diversifiées sur les progrès réalisés.

La VNR du Laos (également la troisième) s'est concentrée à la fois sur l'analyse des tendances et du suivi, examinant l'état d'avancement des 17 ODD, ainsi qu'un ODD national additionnel, le 18e, intitulé « Vies protégées contre les engins non explosés ».

Le rapport a mis l'accent sur l'intégration de l'évaluation des ODD dans les processus de planification nationale, en particulier dans le cadre de l'examen à mi-parcours du 9e Plan national quinquennal de développement socio-économique (2021-2025).

Le Brésil a annoncé la réactivation de sa Commission nationale pour les ODD, visant à renforcer la gouvernance et à promouvoir une plus grande synergie entre les politiques publiques et les objectifs mondiaux à travers un suivi et une évaluation continue de la mise en œuvre des ODD, ainsi qu'en favorisant une approche inclusive de l'évaluation et de l'élaboration des politiques.

Ces exemples récents illustrent les efforts concertés de certains pays pour intégrer l'évaluation dans leurs politiques nationales et plans de développement. En améliorant les cadres d'indicateurs, en alignant les évaluations des ODD aux cycles nationaux de planification, et en établissant des structures de gouvernance inclusives, ces pays renforcent leur capacité à suivre les progrès et à mettre en œuvre des stratégies efficaces pour atteindre les Objectifs de développement durable.

Source

EVALSDGS-IIED-EVALPARTNERS Policy Brief Series - [Briefing Papers – EVALSDGs](#)

Évaluation de la stratégie nationale pour la biodiversité du Costa Rica au regard des objectifs de développement durable (ODD)

By Dirk Hoffmann

À cinq ans de l'échéance de 2030, il est urgent d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Le rapport du secrétaire général des Nations unies sur les ODD de l'année dernière a montré une fois de plus que le monde n'est pas sur la bonne voie.

Mais si nous voulons savoir pourquoi nous en sommes là, l'exercice de suivi des ODD, réalisé dans le cadre des examens nationaux volontaires pour les Nations unies (ENV), est crucial et doit être complété par des évaluations. Nous devons comprendre pourquoi certains résultats ont été atteints alors que d'autres ne l'ont pas été. Ce n'est qu'alors que nous pourrions concevoir et mettre en œuvre des politiques publiques permettant d'atteindre au mieux les ODD.

Fer de lance des efforts visant à soutenir les évaluations menées par les pays

Pour soutenir les évaluations menées par les pays, le projet EvalConnect de D'Eval (anciennement Focelac+) soutient les pays partenaires en renforçant le rôle de l'évaluation dans la prise de décision et en contribuant à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030. En collaboration avec le ministère de la Planification nationale (Mideplan), D'Eval a aidé le Costa Rica à intégrer l'évaluation dans son processus de mise en œuvre de l'Agenda 2030, tout en renforçant les capacités de conception et de réalisation d'évaluations des ODD pilotées par les pays.

L'évaluation de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) du Costa Rica a été menée par Mideplan, en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement (MINAE), et avec le soutien du projet Focelac+ de D'Eval sur le développement des capacités d'évaluation.

Les objectifs de l'évaluation étaient doubles et partagés par les partenaires. Alors que le but principal du Mideplan était d'analyser sa mise en œuvre, ses résultats et sa conception et de fournir des recommandations pour sa mise à jour prévue, l'intérêt de D'Eval était de mettre en valeur la capacité construite et de fournir un modèle d'évaluation des ODD pour inspirer d'autres pays.

Utilisation du guide d'évaluation des ODD

L'approche de l'évaluation était basée sur le guide « *Evaluation to connect national priorities with the SDGs* » (IIED, 2020) en tant que contribution clé à la conception de l'évaluation, définissant l'objectif, les critères et les questions de l'évaluation. Cela inclut l'implication de différents acteurs dans le processus d'évaluation, ainsi que leur contribution à la rédaction des recommandations formulées lors d'un atelier de parties prenantes. Suivant la suggestion du Guide, les principes d'intégration/cohérence et de durabilité environnementale de l'Agenda 2030 ont été adoptés comme critères d'évaluation supplémentaires pour la conception méthodologique et l'approche d'analyse des données.

En outre, l'analyse de la contribution de la stratégie nationale pour la biodiversité aux objectifs de développement durable 14 (« La vie sous l'eau ») et 15 (« La vie sur terre ») a été réalisée, en identifiant l'alignement, les contributions et les domaines à améliorer.



Cover of the evaluation report "Results evaluation and the SDGs. National Biodiversity Strategy"



Presentation of the evaluation of the National Biodiversity Strategy at the UN Biodiversity Conference COP16 by the Costa Rican delegation

Les résultats de l'évaluation ont été présentés non seulement à différents publics dans le pays, mais aussi lors d'un événement officiel organisé en marge de la conférence des Nations unies sur la biodiversité COP16 à Cali, en Colombie, en novembre 2024.

Au Costa Rica, les résultats de l'évaluation sont déjà utilisés pour mettre à jour la stratégie sur la biodiversité, en utilisant les preuves recueillies pour l'adapter et l'améliorer dans le contexte du nouveau cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal.

DEval considère cette évaluation innovante menée par notre partenaire Mideplan comme un important travail, le premier en son genre, une occasion de tirer des leçons et, du point de vue de l'évaluation des capacités de développement, de mettre en valeur les capacités créées.

« L'évaluation a été exhaustive, et les résultats obtenus serviront de base aux actions futures. Au Mideplan, nous considérons ces processus comme de précieuses occasions d'apprentissage, et ce cas n'a pas fait exception. »

— M. Marlon Navarro, Vice-ministre du Mideplan

Avec l'Équateur, qui a également réalisé avec succès sa première évaluation des ODD (voir EVALSDGs Newsletter #01), le Costa Rica a montré que les évaluations menées par les pays ne peuvent pas seulement être mises en œuvre dans les pays du Nord. Comme il s'agit de la première évaluation d'une stratégie nationale pour la biodiversité menée par un pays, la méthodologie et les résultats de l'évaluation peuvent servir de modèle et d'inspiration pour d'autres pays.

EVALSDGs dans le magazine *Evaluation Matters* de la BAD

Par Denis Jobin

Le magazine « *Evaluation Matters* » de la Banque africaine de développement, intitulé : « Responsive Evaluation: Advancing Governance, Promoting Inclusion and Building a Sustainable Future » Dans cette édition du magazine, EVALSDGs explore comment les systèmes d'évaluation peuvent renforcer la redevabilité, l'inclusivité et le développement durable, en intégrant les perspectives citoyennes, en s'alignant sur les priorités nationales et en améliorant la gouvernance.

L'Article 1 : « L'occasion manquée dans les ministères des Finances pour un budget réactif : le cas des données évaluatives de performance »

Par Denis Jobin et Gonzalo Hernández Licona

Cet article examine de manière critique le paradoxe de la sous-utilisation de l'évaluation par les ministères des Finances, malgré la pression croissante pour des budgets fondés sur des données probantes. En s'appuyant sur les expériences du Canada et du Mexique, les auteurs soulignent que les évaluations sont souvent marginalisées dans la gestion des finances publiques en raison du court-termisme, de l'aversion au risque politique et d'incitations institutionnelles faibles. L'article plaide en faveur de l'institutionnalisation de l'évaluation réactive, notamment à travers des outils comme les revues de dépenses et les analyses de l'espace budgétaire, afin de favoriser de meilleures décisions politiques, renforcer l'équité et accroître la confiance du public.

Idée centrale: L'évaluation devrait être considérée comme un bien public et placée au cœur de la gouvernance budgétaire pour maximiser les retombées sociales et renforcer la redevabilité démocratique.

L'Article 2 : « Évaluation réactive, budget réactif et institutionnalisation de l'évaluation dans la gouvernance nationale : réflexions de praticiens »

Par Denis Jobin et Edeshri Moodley

Cette contribution offre une réflexion à la fois conceptuelle et pratique sur la manière dont l'évaluation réactive et le budget réactif, lorsqu'ils sont intégrés conjointement dans les rouages de l'État, peuvent transformer la gouvernance. En s'appuyant sur les « Performance Dialogues » en Afrique du Sud et le « Système de gestion des dépenses » du Canada, les auteurs démontrent comment l'évaluation peut être institutionnalisée pour soutenir des processus budgétaires adaptatifs, inclusifs et fondés sur les données. L'évaluation y est présentée non seulement comme une infrastructure technique, mais aussi comme une capacité institutionnalisée permettant aux gouvernements de mieux gouverner, avec des boucles de rétroaction centrées sur les citoyens et une cohérence des politiques publiques.

Idée centrale : L'évaluation réactive renforce les capacités de l'État en créant un lien entre les données probantes, les politiques et les budgets, faisant passer l'évaluation d'une fonction périphérique à un levier stratégique de réforme.

Ces articles s'inscrivent dans l'appel plus large de la BAD à repenser l'évaluation dans la gouvernance, en favorisant l'inclusion des parties prenantes, l'équité et l'intégration systémique. Les contributions d'EvalSDGs confirment son rôle de leader dans la promotion de systèmes d'évaluation réactifs et responsables, au service de la réforme des finances publiques et de la réalisation des ODD.

[Lire l'édition complète ici](#)

Période de turbulences : place à l'éthique et à la force des données probantes

Par Dorothy Lucks

Le contexte mondial actuel confronte les évaluateurs à de nouveaux dilemmes éthiques. Dans une ère « post-vérité », l'éthique est parfois perçue comme une faiblesse, les preuves sont contestées, et les mensonges utilisés sans scrupule dans des décisions affectant des millions de vies. Les changements rapides profitent à ceux qui les provoquent, laissant encore plus loin derrière les populations vulnérables.

La désinformation et la bataille sur les réseaux sociaux pour imposer des opinions comme des faits rendent l'information difficilement accessible à ceux qui n'ont ni le temps ni les outils pour s'informer correctement. D'autres tendances inquiétantes émergent, telles que la remise en cause du concept même de « développement durable », menaçant l'engagement envers les ODD. L'augmentation des pratiques de « gaslighting » — où l'on manipule les preuves pour renforcer le pouvoir ou nier la diversité — met en péril les principes d'équité.

En tant qu'évaluateurs, nous ne sommes pas épargnés. Récemment, j'ai été personnellement mise sous pression par un haut responsable opérationnel pour modifier la note d'une évaluation. Il a remis en cause ma crédibilité, mon éducation, mon genre et mon éthique de travail. Grâce à des preuves solides, j'ai pu défendre mon analyse et maintenir la note.

Ces menaces doivent être affrontées avec honnêteté et détermination. Nous devons présenter des preuves claires, rigoureuses et sourcées, prêtes à contrer la désinformation. Il est crucial de garder une vigilance constante face à nos propres biais afin de préserver la crédibilité de notre travail. Heureusement, de nouveaux outils nous permettent de mener des évaluations éthiques et culturellement appropriées. Les capacités numériques augmentent, l'intelligence artificielle peut être utilisée de manière productive (et prudente), et les connaissances s'élargissent.

Nous ne pouvons pas être complaisants à un moment où les progrès vers les ODD semblent non seulement ralentis, mais aussi remis en cause. Cela ne nie pas les efforts réalisés, mais nous engage à les défendre et à aller de l'avant à travers des évaluations de haute qualité qui disent la vérité au pouvoir — avec clarté et détermination.

Mise à jour

👉 Vous êtes intéressé par notre travail ?

Nous recherchons des membres pour le groupe du bulletin d'information d'EVALSDGs.

Ecris nous à l'adresse suivant : lydiane.mbia@gmail.com

Ne laisser personne dans l'ombre : pourquoi l'évaluation de la pauvreté dans les bidonvilles est essentielle pour les ODD

By Denis Jobin



Lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) de 2025, l'UNICEF et ses partenaires — notamment EVALSDGs — ont organisé un événement parallèle percutant intitulé « [De l'invisibilité à l'impact : faire progresser les droits des enfants vivant dans les bidonvilles et les établissements informels](#) ». Cet événement a été motivé par les résultats d'une évaluation formative mondiale dirigée par Denis Jobin, spécialiste principal de l'évaluation à l'UNICEF, portant sur la contribution de l'organisation à la réduction de la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants vivant dans les bidonvilles.

L'évaluation a révélé une réalité alarmante : les enfants vivant dans les bidonvilles subissent les formes les plus intenses et les plus cumulées de privations, touchant la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'eau potable et l'assainissement (ODD 6), un logement adéquat (ODD 11.1), la nutrition (ODD 2) et l'identité légale (ODD 16.9). Pourtant, ces enfants restent en grande partie invisibles dans les cadres de planification nationale, de financement public et de suivi des ODD.

Donner la parole aux premiers concernés et promouvoir la redevabilité

Ce qui a rendu cet événement unique, c'est la présence de deux jeunes activistes adolescents, Kamila du Kenya et Velegreat d'Afrique du Sud, qui ont livré des témoignages poignants sur la vie dans les bidonvilles et sur l'urgence d'être écoutés. Leurs voix, combinées à celles d'organisations communautaires, de chercheurs et de représentants gouvernementaux, ont permis un dialogue rare entre titulaires de droits et détenteurs d'obligations.

Les participants ont découvert des exemples de solutions concrètes, notamment :

- *Le Ward Health Action Plan (WHAP) dans le Maharashtra, en Inde, qui intègre les besoins des communautés de bidonvilles dans la gouvernance locale et les budgets (ODD 11, ODD 3, ODD 17) ;*
- *Le travail de Slum Dwellers International (SDI) et de la Muungano Alliance au Kenya, qui utilisent des données produites par les communautés pour influencer les politiques et la planification (ODD 16, ODD 17).*

Enjeux pour EVALSDGs

Ce moment met en lumière la mission essentielle d'EVALSDGs : promouvoir l'utilisation d'évaluations crédibles, indépendantes et axées sur l'utilisation pour faire progresser les Objectifs de développement durable, en particulier pour celles et ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte.

Pour EVALSDGs, la situation des enfants vivant dans les bidonvilles n'est pas seulement une question de visibilité — c'est un appel à l'action pour que les preuves issues de l'évaluation soient utilisées afin de protéger et de garantir les droits de chaque enfant, quel que soit son lieu de vie.

L'évaluation mondiale du travail de l'UNICEF dans les bidonvilles représente une étape importante. Elle montre comment l'évaluation contribue à l'apprentissage organisationnel en :

- *Générant des preuves sur ce qui fonctionne — et ce qui ne fonctionne pas — dans certains des environnements urbains les plus complexes ;*
- *Documentant les bonnes pratiques émergentes, comme le WHAP en Inde ou les plateformes de données communautaires au Kenya ;*
- *Fournissant des pistes concrètes pour renforcer les systèmes, la gouvernance et la prestation de services adaptés aux contextes des établissements informels.*

Ainsi, l'évaluation n'est pas seulement un outil de redevabilité : elle est un moteur d'apprentissage adaptatif et de prise de décision améliorée. Elle aide les acteurs du développement à concevoir des interventions plus réactives, intégrées et inclusives dans des environnements urbains complexes.

En soutenant l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, EVALSDGs veille à ce que les évaluations ne soient pas des exercices abstraits, mais qu'elles servent à transformer concrètement les vies — en particulier celles des enfants marginalisés vivant dans les bidonvilles urbains.

C'est cela, donner tout son sens à la réalisation des ODD.

Aller de l'avant

À l'approche de 2030, le message de cet événement est clair : nous ne pouvons pas prétendre progresser vers les ODD tant que des millions d'enfants vivant dans les bidonvilles restent invisibles, négligés et réduits au silence.

L'évaluation doit faire la lumière là où les ombres sont les plus profondes.

[Enregistrement du webinaire](#)

[Lire l'actualité](#)

Évaluation des ODD à l'Apogée de la Réforme de l'ONU : Quelle est la Prochaine Étape ? Une Perspective du Changement Institutionnel

Par Lydiane Mbia

L'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable a galvanisé l'action mondiale autour de dix-sept Objectifs de Développement Durable (ODD), visant à éradiquer la pauvreté, à autonomiser les femmes et à catalyser un **changement institutionnel axé sur les résultats et la reddition de comptes. Cependant, alors que l'ONU entre dans une période de réforme profonde caractérisée par des changements de financement, des mandats d'agences redéfinis et des partenariats reconfigurés, l'avenir de l'aide mondiale est sous surveillance. Au cœur de cette transformation réside une volonté d'améliorer l'efficacité, la cohérence et la réactivité au sein du système des Nations Unies. Ce blog examine de manière critique l'impact des ODD dans le contexte de ces réformes, explorant comment le changement institutionnel affecte les progrès, en utilisant l'ODD 1 (Pas de pauvreté) et l'ODD 5 (Égalité entre les sexes) comme exemples.

L'Apogée de la Réforme de l'ONU : Moteurs et Implications

Les récentes initiatives de réforme au sein du système des Nations Unies sont apparues en réponse à plusieurs facteurs : la pression pour réduire les chevauchements et améliorer la responsabilisation dans l'aide multilatérale ; la demande d'une plus grande efficacité et transparence dans l'aide multilatérale ; la nécessité de mieux coordonner les initiatives de développement dispersées ; et une demande accrue des donateurs pour des résultats mesurables.

Les changements institutionnels incluent des fonds communs unifiés, l'intégration des flux de travail humanitaires et de développement, et l'amélioration de la gouvernance au sein des agences des Nations Unies. L'ambition est de rendre l'aide plus axée sur l'impact et plus responsable envers les détenteurs d'obligations et les titulaires de droits, mais cette transformation apporte à la fois des défis et des opportunités.

Impact sur l'Aide Mondiale

Changer les Règles du Jeu : L'aide mondiale évolue en réponse à ces réformes

Engagement des donateurs : Les nouvelles politiques imposent des exigences accrues aux bénéficiaires en matière de transparence et de communication des données.

Appropriation nationale : Les réformes favorisent une meilleure adéquation avec les plans locaux, encourageant une aide adaptée au contexte de chaque pays.

Modèles de partenariat : On observe un passage des structures traditionnelles donateur-bénéficiaire à une collaboration multipartite impliquant la société civile, le secteur privé et les gouvernements locaux.

Exemple 1 : ODD 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde)

Progrès et Revers. Selon UNICEF, [entre 2013 et 2022, la pauvreté extrême chez les enfants a baissé de 383 à 333 millions \(une réduction de 13 %\). Toutefois, le COVID-19 a annulé trois ans de progrès, laissant 30 millions d'enfants supplémentaires dans cette situation par rapport aux prévisions sans la pandémie.](#) Malgré de solides engagements mondiaux, les progrès dans la réduction de l'extrême pauvreté ralentissent. La pandémie de COVID-19 a annulé des années de progrès, replongeant des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté. Bien que les réformes de l'ONU aient visé à rediriger les fonds de l'aide mondiale vers les plus vulnérables, des défis significatifs subsistent. Par exemple, la fragmentation de l'aide continue de compromettre l'évolutivité et l'efficacité des programmes de réduction de la pauvreté, malgré les efforts de réforme en cours. Le changement institutionnel au sein de l'ONU a encouragé les agences à adopter des systèmes de protection sociale plus sensibles aux chocs, visant à renforcer la résilience face aux crises. Cependant, la coordination entre les secteurs et les donateurs reste inégale, limitant l'impact de ces efforts. En Afrique subsaharienne, par exemple, les programmes intégrés de transferts monétaires menés par des équipes de pays de l'ONU réformées ont montré des résultats encourageants. Pourtant, leur succès à long terme dépend du développement de cadres institutionnels harmonisés et de la disponibilité de financements stables et prévisibles.

Exemple 2 : ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles)

Progrès et Revers. Cet objectif a été l'un des thèmes clés du FPHN 2025. Selon les conclusions de l'Évaluation de l'Initiative Spotlight visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, les progrès sur l'ODD 5 montrent que la représentation des femmes s'est légèrement améliorée et les réformes juridiques ont augmenté, mais la violence basée sur le genre et les écarts salariaux persistent.

Le changement institutionnel au sein de l'ONU a stimulé les progrès de plusieurs manières :

Et Maintenant pour l'Aide? Réflexions Clés

Pour accélérer les progrès vers les ODD dans un paysage institutionnel en évolution, l'aide mondiale doit aller au-delà des modèles de prestation traditionnels et adopter des approches plus intégrées et ancrées localement, par exemple :

- Renforcer les capacités des institutions locales est essentiel, non seulement pour assurer l'appropriation nationale, mais aussi pour renforcer la résilience nécessaire à la pérennisation des gains de développement à long terme. Parallèlement, des flux de financement plus harmonisés sont nécessaires pour surmonter la fragmentation persistante qui dilue l'impact et complique la coordination.
- Faire progresser des stratégies fondées sur des preuves, soutenues par des systèmes de suivi solides et un apprentissage adaptatif, sera essentiel pour orienter les investissements là où ils sont les plus efficaces.
- Enfin, une collaboration plus approfondie avec les acteurs non étatiques, tels que les organisations de la société civile, les innovateurs locaux et le secteur privé, peut aider à étendre la portée de l'aide, à promouvoir des solutions inclusives et à stimuler les progrès dans les communautés mal desservies et marginalisées.

L'apogée de la réforme de l'ONU est en train de remodeler le paysage de l'aide mondiale, la rendant plus intégrée, réactive et responsable. Mais la voie à suivre nécessite de surmonter des obstacles systémiques persistants que seul le changement institutionnel, renforcé par la volonté politique et des partenariats inclusifs, peut vaincre. L'ODD 1 et l'ODD 5 démontrent à la fois la promesse et la complexité de la réalisation des objectifs de développement durable dans ce contexte en évolution.

Références :

1. [UN80 initiative should be 'inclusive and transparent', recognises General Assembly](#)
2. [Desire Deserto & Mark Koyama \(2024\), 'Institutional Change, Handbook of New Institutional Economics'](#),
3. [Evaluation of Spotlight Initiative to End Violence to End Violence Against Women and Girls](#)

Retrait des donateurs : qui mesure les progrès ?

Par Marie-Hélène Adrien



Les pays donateurs réorientent de plus en plus leurs ressources vers des priorités immédiates liées à la sécurité et aux préoccupations nationales, affaiblissant ainsi la dynamique traditionnelle du développement [1][2].

Dans ce contexte instable, de nombreuses nations sont passées instinctivement en « mode survie », mettant l'accent sur la résilience de base — sécurité alimentaire, stabilité économique, cohésion sociale — au détriment des cadres ambitieux des ODD. Cela se reflète dans une tendance croissante où l'attention se déplace des ODD, vastes et aspirants, vers des efforts plus concrets et contextualisés de localisation de l'Agenda 2030 [3][4].

Pourquoi ce changement ?

Premièrement, le déficit de financement, estimé à 4 200 milliards de dollars par an, oblige les pays à établir des priorités en fonction de leurs besoins nationaux plutôt que d'engagements mondiaux généraux [5]. Deuxièmement, l'impact cumulatif des chocs mondiaux — pandémie de COVID-19, récessions économiques, et maintenant conflits croissants — a érodé la confiance dans l'atteinte des cibles des ODD dans les délais [6].

Pourtant, ce recentrage offre de nouvelles opportunités.

Alors que l'aide extérieure stagne et que le consensus multilatéral se fragilise, les pays mobilisent de plus en plus leurs systèmes fiscaux nationaux, l'innovation sociale et les partenariats avec le secteur privé pour tracer leurs propres trajectoires de développement [7].

Si cette approche renforce l'appropriation et la pertinence, elle augmente également les enjeux : ces efforts autonomes doivent être rigoureusement évalués pour s'assurer qu'ils produisent les résultats escomptés.

En d'autres termes, lorsque les donateurs se retirent, le besoin de mesurer les progrès ne disparaît pas — il devient encore plus pressant.

Les pays doivent savoir si leurs ressources limitées produisent l'impact souhaité, d'autant plus qu'ils assument désormais davantage de responsabilités dans le financement et la mise en œuvre du développement. C'est là que l'évaluation devient indispensable.

C'est pourquoi EVALSDGs continue de jouer un rôle essentiel.

Notre position centrale reste inchangée : les pays doivent construire des systèmes crédibles et dynamiques de suivi et d'évaluation — qu'ils soient structurés autour des ODD ou de l'Agenda 2030.

Ces systèmes doivent aller au-delà des cases à cocher. Ils doivent fournir des retours d'information en temps réel sur les performances des investissements, identifier les ajustements nécessaires, et garantir que les ressources produisent un changement durable.

Ce qui importe vraiment, ce n'est pas le cadre (ODD ou Agenda 2030), mais la capacité à **apprendre et s'adapter**, grâce aux données probantes, pour atteindre les priorités nationales.

Dans un monde où l'instabilité géopolitique s'intensifie et où la coopération mondiale s'effrite, **l'évaluation n'est plus un luxe, mais une nécessité pour le développement.**

Références:

1. OECD (2024). Global Outlook on Development: Mobilising Resources for a Sustainable Future. <https://www.oecd.org/dac/global-outlook-on-development.htm>
2. Development Initiatives (2024). Development Finance Trends 2024. <https://devinit.org>
3. UNDP (2021). Strategic Plan 2022–2025. <https://www.undp.org/strategic-plan>
4. UN Department of Economic and Social Affairs (2023). Voluntary National Reviews Synthesis Report. <https://sdgs.un.org/documents/2023-vnr-synthesis-report-53628>
5. UNCTAD (2023). World Investment Report 2023: Investing in Sustainable Energy for All. <https://unctad.org/webflyer/world-investment-report-2023>
6. Tollefson, J. (2020). Will the pandemic derail the SDGs? *Nature*, 583, 356–359. <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02600-x>
7. OECD (2021). Transition Finance Toolkit: Policy Tools for Managing Graduation. <https://www.oecd.org/development/transition-finance-toolkit.htm>

Événement à venir

- Election Co-président(e) du Comité Exécutif

Données, statistiques et méthodes des ODD

- 5e Forum international sur les mégadonnées pour les ODD (FBAS 2025)

6–8 septembre 2025 • Pékin, [Chine. fbas.org.cncbas.ac.cn](http://fbas.org.cncbas.ac.cn)

- ICSD 2025 – 13e Conférence internationale sur le développement durable

10–11 septembre 2025 • Rome, Italie. ecsdev.orgSDG Knowledge Hub

- Congrès mondial de statistique de l'ISI 2025 (ISI-WSC) 5–9 octobre 2025 • La Haye, [Pays-Bas. isi-next.orgisi-next.org](http://isi-next.orgisi-next.org)
- 16e Réunion de l'IAEG-SDGs (Groupe inter-institutions et d'experts sur les indicateurs des ODD) 5–7 novembre 2025 • Fukuoka, Japon. UNSDUNSD

Principaux forums multilatéraux thématiques sur les ODD (opportunités de politique et d'évaluation)

- UNFCCC COP30 – Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (ODD 13, transversal) 10–21 novembre 2025 • Belém, Brésil. (Sommet des dirigeants 6–7 novembre). UNFCCCOP30 Brasil